



Ce que la Violence dispense d'entendre : Le point de vue d'un prof

PASCAL LEVOYER / 6 OCTOBRE 2026



Face à des lycéens qui demandent des professeurs, le pouvoir n'a trouvé qu'un coupable, LFI, et qu'un mot, la Violence. Ce mot ne décrit rien. Il sert à ne pas écouter pour ne pas avoir à répondre.

Il aura donc fallu plus de quinze jours ! Quinze jours depuis que des élèves du lycée Saint-Exupéry de Créteil ont commencé à se mobiliser pour obtenir des enseignants sur des postes jamais pourvus. Ils demandaient simplement d'avoir des professeurs devant eux en classe et des bâtiments où l'on puisse étudier dans des conditions décentes. Des revendications concrètes, précises, élémentaires. Il a pourtant fallu que le mouvement gagne des centaines d'établissements, qu'une journée s'achève sur près de cinq mille interpellations, pour que le ministre consente enfin à recevoir les organisations lycéennes, après s'être tout de même prêté au ridicule de promettre une « plateforme de concertation ». Quinze jours pour que l'information remonte jusqu'au cerveau de la plus haute hiérarchie de l'Éducation nationale, et l'on ne sait pas encore combien il en faudra pour que les mesures éventuellement accordées se traduisent dans les faits.

C'est qu'il a d'abord fallu, avant de pouvoir écouter une parole, jouer de la matraque, balancer les gaz, bousculer, étrangler, mutiler. Combien de centaines de victimes ? Et surtout, avant d'admettre un interlocuteur, il fallait se donner un coupable. Lorsqu'on renonce à expliquer et que l'on se refuse à comprendre, il ne reste plus que l'obscène jouissance de condamner. Le coupable était tout désigné, puisque c'est toujours le même. LFI. Qui d'autre que les « rouges » du moment ? Ce fut donc « *LFI et ses proxys de l'ultragauche* », car il n'était pas question de renoncer à la grandiloquence grotesque, en y ajoutant au passage un vague parfum de géopolitique.

La conspiration, une fois si sobrement établie, ouvrait la voie à la surenchère la plus invraisemblable, et Bruno Retailleau est allé jusqu'à évoquer l'interdiction de LFI. Il a donné toute la gravité de sa sottise à une proposition qu'il sait lui-même

« *difficile en droit* » ... du moins tant que ses amis d'extrême droite ne seront pas aux commandes. Ce savoir qui ne l'arrête pas est donc ce qui le trahit. Ce matamore qui, avec sa trouvaille politique, n'exhibe que son impuissance travaille bien pour d'autres ; ce qui suffit, au passage, à achever une droite dite encore « républicaine », et déjà moribonde.

Chacun le sait. Dissoudre la France insoumise ne remettrait pas un seul professeur devant une seule classe de Créteil ou de Saint-Denis. Et l'absurdité est d'autant plus complète que si la violence est l'expression de ceux qui n'ont plus de débouché politique, alors supprimer le parti qui tente de convertir la colère en mobilisation, en engagement, en vote, revient à fermer la seule porte qui ne donne pas sur la rue. Mais pour cela il faut accepter d'avoir, comme le dit justement la France insoumise, « *deux jambes* ». Ce que l'on chasse du jeu politique ne disparaît jamais, cela revient toujours et d'autant plus brutalement qu'aucune parole ne le recueille. C'est ainsi que l'on fabrique le désordre que l'on prétend combattre. Ce qu'explique par exemple très bien un Bauer qui ne peut être soupçonné d'une quelconque complaisance pour LFI.

Ce procès n'est pas un simple dérapage. C'est la forme que peut prendre l'impuissance politique d'un gouvernement privée d'une réelle légitimité sociale. Lorsqu'un État ne sait plus répondre à ce qu'on lui demande, il se met à chercher qui le lui demande, parce qu'il est toujours plus facile de trouver un ennemi que de trouver un budget. C'est le moment Schmittien.

“

Les professeurs du Lycée Joliot-Curie de Nanterre écrivaient : « *Nous peinons à trouver les mots pour exprimer le choc et la sidération ressentis face à l'action des forces de l'ordre* ».

L'affaire est, au fond, d'une rustique simplicité qui n'aura pas échappé à grand monde. Pas de loi à retirer, pas de réforme à suspendre, aucun recul symbolique pour sortir de la crise à bon compte. Ce que demandent les lycéens coûte de l'argent. Pour l'essentiel des postes et des travaux, avec bien entendu la fin de cette loterie algorithmique qu'est Parcoursup. Or le gouvernement a décrété que non seulement les caisses étaient vides, mais encore qu'il n'était pas question de se donner les moyens de les remplir. L'austérité doit s'installer dans les esprits, telle une loi de la nature puisqu'elle est dictée par le marché. Par conséquent, recevoir les lycéens plus tôt, c'eût été s'asseoir à une table pour leur annoncer qu'il n'y avait rien dessus. On n'invite pas pour présenter des plats vides, mieux vaut laisser pourrir ou faire diversion.

Pour cela, deux instruments. Les seuls qui ne coûtent rien, et sur lesquels le gouvernement peut encore avoir un peu la main. La police et la propagande, pardon le récit. Par l'une on contient le mouvement tandis que l'autre permet de le discréditer. Mais c'est raté. La répression n'a rien éteint, elle a tout étendu, comme c'est quasiment à chaque fois le cas avec des mouvements de la jeunesse. Les images de la répression ont offert au mouvement son meilleur carburant. Des lycéens parisiens se sont ainsi mis à bloquer par solidarité avec ceux de banlieue. Quant à la propagande, elle n'a pas trouvé le public qui convenait. La fable de la manipulation insoumise ravit les téléspectateurs déjà acquis des chaînes d'information continue et les lecteurs des éditoriaux du matin. La droite s'adresse à la droite et à ses extrêmes par l'intermédiaire de ses médias. C'est une simple bulle. Par contre, le lycéen qui réclame un professeur de mathématiques est connecté à un autre monde d'images et de paroles, et n'est pas réellement ravi de s'entendre dire qu'il n'est que la marionnette d'un parti. Le mépris est évident et l'insulte est de trop. Les deux prouvent d'abord qu'on ne l'écoute décidément toujours pas. Et s'il constate au petit matin, devant les portes bloquées de son bahut, que le supposé marionnettiste l'écoute et le protège de la répression, il ne voit que bouffonnerie et mascarade dans la fausse indignation des plateaux qui accablent LFI.

Car il s'agit bien d'une mascarade et elle s'organise depuis quinze jours autour d'un terme, d'un mot qui organise toute la parole publique : la Violence, toujours au singulier et si possible avec une majuscule. La Violence est devenue un signifiant-maître, un mot qui ne désigne plus rien de précis, mais qui fixe après coup le sens de tous les autres. Tout se réordonne autour d'elle, les paroles comme les actes et les demandes. D'ailleurs le rituel est bien installé. Nul ne peut plus parler de ce mouvement sans s'acquitter d'abord de la formule d'abjuration. « *Condamnez-vous la violence ?* » est devenue la question préalable posée à tout invité, à tout élu, à tout syndicaliste, et la réponse décide de son droit à la parole. Il n'est pas question d'hésiter, de nuancer ou, pire, d'oser demander de quelle violence on parle, puisqu'il ne peut être question que de la Violence. Il convient donc de ponctuer toute intervention d'un sonore « *cela ne justifie pas la violence* », qui sert de droit de péage, les plus fervents s'autorisant même un « *la violence est toujours illégitime* », comme si le creux de la formule dispensait d'expliquer pourquoi l'on vient, dans le même souffle, de justifier celle de la police.

La Violence sert aussi, et sans doute d'abord, à ne pas entendre. Une fois rangée sous ce mot, la parole lycéenne cesse d'être une parole pour n'être plus qu'un bruit, un cri, une fièvre qu'il s'agit de faire tomber. On montre, mais on n'écoute pas, puisque l'image d'un feu de poubelle est par principe considérée comme bien plus parlant que ce qu'un lycéen pourrait dire, énoncer, exprimer. Les lycéens le disent et le répètent : « personne ne nous écoute ». Ce n'est pas qu'on soit devenu sourd, ou même que l'on refuse de leur répondre, c'est qu'on ne compte pas ce qu'ils disent comme une parole, la Violence ayant fait d'eux des sauvages ou mieux, des barbares au sens premier du mot.

Évidemment, on n'en sort qu'en revenant au pluriel. Il n'y a pas la Violence, il y a des violences, et elles n'ont ni la même nature, ni la même origine, ni la même portée. *A minima*, on retrouvera alors les distinctions élémentaires. Il y a une violence institutionnelle, qu'on perçoit d'autant moins qu'elle n'a pas d'auteur, ou du moins pas de visage. C'est justement la violence du tri social, des classes surchargées, des enseignements non assurés faute de professeurs, de bâtiments délabrés. Elle est première et rend les autres violences intelligibles. Il y a ensuite la violence policière, celle qui frappe, gaze des adolescents, étrangle des gamines. Ce n'est pas seulement le moment où se manifeste la loi, c'est aussi le moment où l'ordre se met à jouir de son propre exercice. C'est l'envers de la loi, son côté obscène et arbitraire qui indignent tous ceux qui ont été saisis par la disproportion des interventions policières. Dans un communiqué du 2 octobre, les professeurs du Lycée Joliot-Curie de Nanterre écrivaient : « *Nous peinons à trouver les mots pour exprimer le choc et la sidération ressentis face à l'action des forces de l'ordre* ».

Il y a enfin, et seulement enfin, la violence éventuelle de lycéens mobilisés. Lorsqu'elle existe, elle préserve toujours une adresse pour qui y est attentif. Bloquer, brûler une poubelle devant les grilles, c'est montrer quelque chose à quelqu'un, parce que c'est supposer qu'il existe quelque part encore un destinataire capable de lire le message. Mais si jamais personne ne le reçoit, et par conséquent n'y répond, alors inévitablement on cesse de croire que quiconque vous entendra. Le geste n'a alors plus d'adresse et se réduit à un simple passage à l'acte. Il n'est pas pour autant sans cause. Ce qui manque n'est pas la raison du geste, ce sont les conditions sociales et politiques de l'adresse, parce qu'elles ont été détruites. Le conflit se détache de toute revendication identifiable, les violences se multiplient, et ceux qui n'ont rien à demander trouvent la place libre. Et, c'est vrai, on en est parfois arrivé là. Mais, tout éducateur sait, que l'on n'y parvient pas par un chemin qui aurait commencé devant les grilles d'un bahut un matin de blocage.

Ce qu'on reproche au fond à ceux qui se tiennent devant les grilles, c'est d'être encore des destinataires. Le procès de la France insoumise est ainsi d'abord celui d'un acte démocratique élémentaire, écouter, offrir une adresse à une parole jeune, spontanée et énergique. On en est ainsi venu à reprocher à Bally Bagayoko de venir auprès de ses jeunes administrés pour les écouter le soupçonnant par sa seule présence sinon d'organiser, du moins d'encourager les émeutes. Le récit est toujours le même. Il y aurait eu au commencement un mouvement pur ou innocent, entendons par là apolitique, auquel se serait ensuite « greffé », selon l'habituelle métaphore parasitaire, un parti. Mais il n'y a jamais de mouvement antérieur à une prétendue souillure politique, puisque la condition d'existence même d'un mouvement est justement son inscription politique.

Certes, un parti peut capturer un mouvement, le ranger sous ses propres mots d'ordre, en faire un épisode de sa campagne et parler à sa place. Mais cette possibilité ne justifie nullement le cloisonnement que l'on opère entre mouvement social et politique, comme si les revendications sociales étaient par nature étrangères à la politique et comme si celle-ci constituait une instance extérieure, suspendue au-dessus de la société, qui viendrait du dehors donner un sens ou une direction à ses conflits. Les revendications des lycéens sont déjà politiques dès lors qu'elles mettent en cause une organisation du monde, des décisions, des rapports de pouvoir et la manière dont une société entend traiter sa jeunesse. Le mouvement social n'est pas ce qui demeure en deçà de la politique jusqu'à ce qu'un parti vienne l'y introduire. Il est au contraire l'un des lieux où une politique confisquée se réapproprie, où ceux qui la subissent cessent d'être seulement les objets de décisions prises ailleurs pour devenir les sujets d'une parole collective.

Une force politique, engagée dans un enjeu électoral, peut alors offrir un débouché à cette parole, lui donner des relais, des moyens d'action, une traduction institutionnelle. Elle ne l'invente pas, et elle ne peut prétendre en être propriétaire. Elle ne la récupère pas, elle se laisse bien plutôt récupérer par elle, ainsi que le souligne à plusieurs reprises Jean-Luc Mélenchon. Mais c'est précisément cette circulation entre mouvement social et politique que cherchent à effacer ceux qui ne veulent voir dans toute présence partisane qu'une entreprise de récupération. À force de vouloir préserver la pureté supposée du mouvement, ils lui refusent en réalité sa capacité politique.

Le danger démocratique tient donc déjà à ce déplacement presque imperceptible du dicible. « *LFI et ses proxys* », « *interdiction de LFI* », « *ennemis intérieurs* » ; ces formules ne décrivent pas seulement une situation, elles déplacent les limites de ce qu'il devient possible de dire d'un parti légal, de ses militants et, plus largement, d'une opposition politique. Or, tout ce qui rentre dans le répertoire de ce qui peut être dit, entre aussi dans celui de ce qui est pensable et de là dans celui de ce qui peut être fait. Ce n'est pas encore proprement une « bascule », que certains attendent pour 2027, c'est au moins un glissement inquiétant au moment où notre État de droit est déjà fragilisé, ainsi qu'en témoigne par exemple le courrier adressé par les préfets aux parents des mineurs simplement interpellés. Seule l'extrême droite est en mesure d'en profiter puisque le registre de l'ordre, de la menace intérieure et de l'ennemi à exclure est le sien.

Il n'y a pas d'autre issue que de faire l'inverse de ce qui a été fait. Revenir au pluriel des violences et rendre chacune à ses auteurs. Revenir au détail de ce qui est demandé, poste par poste, lycée par lycée. Reconnaître dans cette jeunesse non une foule à disperser, mais une parole à entendre, divisée, imparfaite, parfois excessive, et pour cette raison même vivante. Cela suppose de renoncer au confort du coupable désigné. Cela suppose d'écouter.

Cela suppose surtout d'admettre que la politique ne se réduit pas au maintien de l'ordre. Il est temps de comprendre que la politique commence justement lorsque ceux qui subissent une situation cessent de la subir en silence, la mettent en mots, lui donnent des responsables, des revendications et des destinataires. C'est même l'une des fonctions ordinaires de la démocratie ; transformer le conflit en parole, la parole en revendication et la revendication en rapport de force. Le gouvernement fait exactement l'inverse. Les lycéens demandaient des professeurs. On leur a répondu par la police, par un ennemi de circonstance, LFI, et par un mot. Rien de cela n'a encore mis aucun professeur devant aucun élève.

Source : [Blog de Mediapart](#)

Les opinions exprimées dans les articles publiés sur le site d'Investig'Action n'engagent que le ou les auteurs. Les articles publiés par Investig'Action et dont la source indiquée est « Investig'Action » peuvent être reproduits en mentionnant la source avec un lien hypertexte renvoyant vers le site original. Attention toutefois, les photos ne portant pas la mention CC (creative commons) ne sont pas libres de droit.
